



COMMUNIQUE

Antananarivo, 25 Juillet 2020

Quelles considérations et réponses le pouvoir a-t-il accordées aux propositions et recommandations de la société civile ROHY notamment celles du 07 Juillet 2020 ?

Nos condoléances et nos prières de réconforts pour nos concitoyens/concitoyennes, personnes et familles qui ont perdu leurs proches, ami-e-s et collègues !

Tout au long de cette crise et l'état d'urgence sanitaire liés à la pandémie COVID-19, la société civile notamment le mouvement ROHY et/ou ses plateformes et Organisations membres n'ont de cesse de recommander des actions et décisions importantes et prioritaires et alerter sur certaines carences et incohérences relevées. Quelles ont été les réponses de l'Etat par rapport à ces propositions et alertes?

Laisser le leadership de la lutte au Ministère et aux Professionnels de la santé et de la lutte contre l'épidémie est sans doute la plus importante. Cette proposition semble avoir été totalement ignorée. Toutefois, nous remercions, soutenons et encourageons toujours ces personnels et agents de santé qui ont eu ce courage de défier la pandémie, ont pris soin et traité les malades malgré les insuffisances des équipements de protection et des ressources. Continuez à persévérer et redoubler d'efforts car sur vous reposent l'espoir et la vie de toute une nation.

1. Il a été demandé de **mettre en place une structure ou plateforme d'échanges où toutes les parties prenantes participent dans les prises de décisions et la définition des stratégies, programmes et actions** pour lutter contre la pandémie.
 - **Cette proposition n'a pas été entendue et aucune instance/structure de participation dans les prises de décisions n'a été ouverte** ni aux Organisations de la société civile, ni au Secteur privé, ni aux autres acteurs socio-politiques du pays. C'est pourquoi le mouvement ROHY continue d'émettre ses recommandations via des Communiqués et à travers les medias.
 - **D'autres acteurs et parties prenantes notamment les Professionnels de la santé appellent aussi à cette instance de concertation et de prise de décision participative**
2. **Le leadership de la lutte contre la pandémie doit être laissé au Ministère et Professionnels de la santé surtout ceux/celles ayant les compétences dans la lutte épidémiologique et dans les prises en charge médicales.** Les leaders politiques au niveau de la Présidence, de la Primature et des autres ministères doivent faciliter et appuyer leurs actions au lieu de s'y substituer ou de les freiner voire bloquer.
 - Les Responsables au niveau du secteur de la santé à tous les niveaux (Ministère, Syndicats, Ordres, etc.) ont montré leur courage et prennent leurs responsabilités dans la lutte malgré les risques liés à l'insuffisance des équipements de protection. Nous les encourageons à continuer de faire de même et à ne pas se taire sur les décisions incohérentes qui entraveraient la lutte et mettraient à risque leur vie et celle des malagasy.
 - A cause de ces prises de responsabilités, le leadership de ces professionnels de santé commence à se faire sentir et à se faire reconnaître et accepter mais il faut les protéger et les renforcer davantage pour garantir leur efficacité.
3. **Les dépenses liées à la santé et à la protection sociale des vulnérables doivent être prioritaires notamment** (a) la dotation suffisante des hôpitaux/centres de soins en EPI, en médicaments et en équipements sanitaires adéquats (respirateurs, concentrateurs d'oxygène, etc.), b) les motivations pour les personnels de santé à l'avant garde de la lutte, c) la prise en charge des malades, d) l'augmentation des capacités de test dans tout le pays. **Les programmes de protection sociale destinés aux personnes et familles vulnérables doivent être continués et même renforcés.**
 - **Certains besoins directement liés à nos capacités de prise en charge de la maladie et de protection des vulnérables ne sont pas couverts sous-prétexte d'insuffisance de budget alors que plusieurs autres dépenses non prioritaires sont encore engagées** notamment celles liées aux constructions d'infrastructures qui doivent être suspendues et reportées.

- **Nous apprécions la franchise et le courage du Ministère et des Professionnels de la santé d'avoir sorti les réels besoins** et les carences en matériels et équipements et d'en avoir alerté l'opinion et les partenaires. **Le pouvoir notamment le Président de la République se doit d'être à l'écoute pour appuyer et répondre à ces demandes.**
4. **Les décisions d'encourager les gens/malades à se soigner à leur domicile doivent cesser. L'Etat doit les inciter à aller dans les centres de soin et de traitement et augmenter les capacités de prise en charge et de soin dans ces Etablissements (hôpitaux, centres de santé) publics ou privés adéquats ayant des docteurs et professionnels de santé suffisants.**
- **Proposition partiellement suivie** avec l'ouverture/transformation de quelques Infrastructures publiques en hôpitaux/centres de soin/traitement temporaires et aussi l'implication des CSB dans la prise en charges des malades. Nous recommandons **la mise à disposition de ressources suffisantes** (personnels, médicaments, équipements, budget) **pour leur permettre de fonctionner correctement.**
 - **Renforcer l'engagement des Institutions/ONG ayant l'habitude et l'expérience dans la lutte contre les catastrophes** telles que SAF/FJKM, SALFA, CRS, CARE, Croix Rouge
 - **Mobiliser et accompagner l'engagement et la prise de responsabilités des Médecins/Cabinets médicaux privés** dans la lutte en les dotant aussi de matériels, équipements et médicaments adéquats.
5. **Mettre en œuvre la transparence dans la gestion des ressources et des fonds.**
- **La transparence et la redevabilité/compte-rendu sur la gestion et l'utilisation des fonds ne sont pas faites alors que plusieurs besoins nécessitent encore des budgets.** Cela crée des suspicions de mauvaises utilisations et/ou de détournement auprès de l'opinion. Il faut y remédier et sortir des rapports publics, consolidé mais aussi par Ministère de l'utilisation de ces fonds.
6. **Les institutions de contrôles et de lutte contre la corruption (Cour des comptes, BIANCO, SAMIFIN, PAC, IGE), accompagnée par une société civile crédible, doivent être sollicitées**
- **Les suivis et contrôles des actions mises en œuvre sont insuffisantes voire inexistantes** alors que c'est primordial durant cet état d'urgence sanitaire où les prises de décisions comme les marchés publics sont réalisés sans suivre les lois/réglementations et ou pratiques d'usage.
 - **Les budgets de ces Institutions de contrôles et de lutte contre la corruption ont même été fortement diminués lors du PLFR-2020**, est-ce pour les empêcher de travailler et de sortir les mauvaises pratiques?
7. **Ecouter et prendre en compte les propositions du Secteur privé pour ne pas mettre en péril les entreprises, protéger l'emploi et permettre la relance rapide de l'économie.**
- **Les gens qui ont perdu leur travail et en chômage sont nombreux et en augmentation. La relance de l'économie sera retardée si aucune concertation sérieuse n'est entreprise avec le Secteur privé et les syndicats pour trouver ensemble les meilleures solutions de sortie de crise.**
8. **Pour réduire la forte dépendance aux ressources et financements extérieurs, la mise en place d'un fonds national ou de fonds régionaux où toutes les personnes et/ou acteurs de bonne volonté pourraient apporter leur contribution est souhaitable.** La gestion de ces fonds doit être transparente et engage l'ensemble des acteurs (Etat, Société Civile et Secteur privé).
- **Espérons-nous encore d'aides et financements extérieurs (Quels en sont les contreparties?)**
 - **Avons-nous la capacité de rassembler les acteurs autour de cette stratégie s'il n'y a pas de transparence et compte-rendu sur le budget et les fonds déjà reçus et utilisés?**
 - **D'autres acteurs nationaux et/ou régionaux appellent aussi à ces mobilisations citoyennes d'entraide nationale? Discutons et trouvons alors le moyen de les mettre en place.**
9. **Les communications sur les actions entreprises et les comportements citoyens à promouvoir doivent être claires et répétées. Promouvoir aussi des mécanismes et espaces permettant aux citoyens de poser des questions aux dirigeants et d'exprimer leurs vécus.**
- **Les communications et éducations existent mais doivent encore être renforcées et améliorées.**
 - **Les espaces ouverts d'interactions entre les citoyens et les Responsables sont très rares (émissions media, page réseaux sociaux, site web dédié, etc.)**
10. **L'application rigoureuse des décisions prises et la prise de responsabilité collective de toutes les parties prenantes par rapport à cette démarche.**
- **Il y a une amélioration même si certaines défaillances et abus d'autorité sont encore constatés.**